



Arguments

Europe : coordonner les politiques économiques pour retrouver une croissance durable

21 avril 2011

1. L'Europe doit changer !

- **Face à une crise sans précédent depuis l'adoption de l'euro**, l'Europe doit changer profondément les politiques économique, de change et budgétaire qui sont menées en son sein, et se doter de mécanismes de stabilité et de solidarité qui garantissent la croissance et l'emploi.
- **A l'opposé de ce nécessaire changement, la droite au pouvoir** à la tête de l'Europe et dans les Etats membres organise l'austérité via un pseudo- « pacte de compétitivité » qui n'est qu'un pacte de régression sociale : coupes sombres dans les dépenses publiques, remise en cause du financement des filets de protection sociale, appel à de nouveaux relèvements de l'âge de départ à la retraite, promotion de la flexibilité du marché du travail en sont les principaux éléments.
- **La concurrence fiscale et salariale ainsi que l'insuffisante solidarité** entre les pays membres de l'Union européenne **ne font qu'ajouter de la crise à la crise** et ne permettent pas d'engager l'Europe sur la voie de la croissance de demain. **Les dépenses consacrées à la préparation de l'avenir sont nettement insuffisantes** (éducation, enseignement supérieur, recherche, innovation, infrastructures, etc.).
- **Réunis à Athènes début mars 2011, le Parti socialiste européen a préparé une autre feuille de route pour sortir de la crise** par une croissance juste, par l'emploi, par le progrès social tout en respectant l'objectif d'équilibre budgétaire.

2. Nous mettrons en place des instruments pour lutter contre les pratiques spéculatives et les attaques contre les pays membres ou l'euro

- **Nous instituerons une taxe sur les transactions financières de 0,05%**. Le principe en a été acté par le Parlement européen en mars 2011. A l'échelle de l'UE elle permettrait de dégager 200 milliards d'euros par an qui pourraient être affectés à deux priorités : le financement de l'aide aux pays en développement et leur adaptation au réchauffement climatique, la réduction des déficits des Etats membres. Une telle taxe freinera les activités spéculatives.
- **Nous réviserons le rôle et les objectifs de la BCE** afin de soutenir davantage les Etats en difficultés et l'émergence d'un nouveau modèle de production durable, gage de compétitivité.
- **Nous créerons un fonds européen permanent de stabilité financière** pour empêcher toute spéculation sur la dette des Etats et concilier assainissement des finances et redressement économique.

3. Avec nos partenaires, nous construirons une Europe qui protège et prépare l'avenir

- **Des leviers existent pour faire de l'Europe une zone de croissance durable**. Nous protégerons les intérêts de l'Europe, des entreprises et des travailleurs européens dans la mondialisation, en mettant en place **le juste échange**. Nous augmenterons les droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les **normes internationales en matière sociale, sanitaire et environnementale**.
- **Afin de financer les investissements du futur** (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain, nous porterons avec nos partenaires européens la **possibilité pour l'Union d'émettre des emprunts européens** (eurobonds).
- **Nous proposerons que les dépenses d'avenir** (éducation, enseignement supérieur, recherche, infrastructures vertes ou numériques) **bénéficient d'un traitement différencié** dans les critères du Pacte de stabilité et de croissance. Cela permettra d'orienter les dépenses publiques en Europe vers la préparation du futur.
- Enfin, nous travaillerons à **l'adoption d'une assiette commune et d'un taux minimum de l'impôt sur les sociétés au niveau européen** pour mettre fin à la concurrence mortifère entre Etats, et à l'instauration d'un « serpent fiscal européen » qui fixera un plafond et un plancher (entre lesquels les taux pourront varier) pour les différents impôts nationaux.